

Le Congo dans le marasme politique

INTERNATIONAL Avec l'interruption du dialogue national mené pour résoudre la crise, le pays s'enfonce dans l'incertitude

Recueillement ? Crainte de nouvelles violences ? Divergences et incertitudes... Alors que le dialogue national, censé résoudre la crise politique, aurait dû se terminer en cette fin de semaine, le Congo est dans l'impasse : l'Eglise catholique a annoncé qu'elle suspendait sa participation, estimant qu'il serait plus judicieux de rechercher un consensus plus large. De son côté, Vital Kamerhe, co-moderateur du dialogue pour le compte d'une partie de l'opposition, a également préconisé de reporter la poursuite des travaux, espérant toujours convaincre les deux grands absents, Etienne Tshisekedi et Moïse Katumbi, de rejoindre les négociateurs actuels. On en est loin : l'ancien gouverneur du Katanga, qui n'a toujours pas regagné son pays, a lancé un appel tous

azimuts afin que soit établie une commission d'enquête internationale qui établirait, de manière indiscutable, les faits et les responsabilités dans les violences meurtrières du début de la semaine.

Exprimant sa « *profonde préoccupation* », Didier Reynders ne dit pas autre chose : au vu de la « *gravité des faits* », il a demandé que « *soit examinée la responsabilité des personnes impliquées* ». De nombreuses questions subsistent : outre le nombre exact de morts et de blessés, on ignore qui a donné à la garde républicaine l'ordre d'intervenir en ouvrant le feu, tout comme on se demande à qui obéissaient les casseurs qui ont dépassé les partis politiques...

Plus que jamais s'impose la nécessité de renforcer la médiation. La Belgique pourrait-elle proposer ses bons offices ? Alors que le

torchon brûle entre Kinshasa et l'émissaire américain Thomas Perillo, comme avec François Hollande depuis sa condamnation des autorités congolaises, le ministre Didier Reynders a toujours observé une position aussi ferme qu'équilibrée : il a rencontré le président Kabila à maintes reprises, mais aussi accueilli à Gervat la vaste rencontre de l'opposition où Tshisekedi fut choisi comme chef de file...

Elargir le dialogue

En marge des travaux de l'Assemblée générale de l'ONU, le ministre reconnaît qu'il a multiplié les contacts, avec tous les « *envoyés spéciaux* » dans les Grands Lacs mais aussi avec de nombreux chefs d'Etat africains dont les présidents Kagame et Museveni. « *Je n'ai pratiquement parlé que du*

Congo », reconnaît Didier Reynders qui n'a cependant pas été informé de la présence du président Kabila aux Etats-Unis. Le ministre estime lui aussi qu'il faut « *fixer une nouvelle date pour les élections et l'entourer d'un maximum de garanties* » et auparavant « *élargir le dialogue à des personnalités comme Etienne Tshisekedi et Moïse Katumbi* ». Si elle devait proposer ses bons offices, la Belgique devra cependant veiller à ne pas heurter les susceptibilités régionales : « *C'est l'Union africaine qui doit rester en première ligne* », rappelle Didier Reynders, qui pose cependant un préalable à toute initiative : « *Le Bureau des droits de l'homme doit pouvoir avoir accès à tous les sites, aux informations, être à même de déterminer les responsabilités.* » ■

COLETTE BRAECKMAN

RÉACTIONS

Flahaut croit encore dans l'avenir du pays

André Flahaut, ancien ministre de la Défense qui travaille depuis des années avec tous les acteurs politiques congolais, refuse de désespérer : « *Il y a encore moyen de provoquer un dialogue réel car tous les protagonistes partagent un point commun : ils sont attachés à leur pays. Tous se connaissent, ont déjà travaillé ensemble, participé au pouvoir, exercé des responsabilités...* » Les Congolais vont-ils réussir à sortir seuls de cette impasse, sans aide extérieure ? « *Il faut demeurer prudent, ne pas heurter la fierté de nos interlocuteurs. Les Congolais se sont déjà vu imposer un dialogue initié de l'extérieur. Il ne faudrait pas qu'ils se sentent mis sous tutelle...* »

Que pourrait faire la Belgique ? « *Je joins ma voix à celle du ministre Reynders qui exprime sa grande inquiétude... Les Congolais souhaitent que la Belgique s'implique davantage. Cette dernière pourrait, associée à d'autres, répondre à cette demande en accompagnant davantage le dialogue, en essayant de rétablir la confiance entre les parties, d'apaiser le climat...* »

PROPOS RECUEILLIS PAR C.B.